








Procedure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2016/2922(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié MON 810 (MON-ØØ81Ø-6)		
Sujet 3.10.09.06 Agro-génétique, OGM		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	 Environnement, santé publique et sécurité alimentaire		20/09/2016
		 PIETIKÄINEN Sirpa	20/09/2016
		 BALAS Guillaume	20/09/2016
		 STAES Bart	20/09/2016
		 EVI Eleonora	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 HUITEMA Jan	

Evénements clés			
06/10/2016	Résultat du vote au parlement		
06/10/2016	Décision du Parlement	T8-0389/2016	Résumé
06/10/2016	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2016/2922(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité

Sous-type de procédure	Résolution sur acte ou compétences d'exécution
Base juridique	Règlement du Parlement EP 112-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ENVI/8/07689

Portail de documentation

Proposition de résolution	B8-1084/2016	06/10/2016	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique	T8-0389/2016	06/10/2016	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2017)67	29/03/2017	EC	

Résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié MON 810 (MON-ØØ81Ø-6)

Le Parlement européen a adopté par 372 voix pour, 81 contre et 46 abstentions, une résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié MON 810 (MON-ØØ81Ø-6) en application du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil.

La résolution a été déposée par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

Les députés ont rappelé que le projet de décision d'exécution de la Commission a été mis aux voix le 8 juillet 2016 au sein du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale visé au [règlement \(CE\) n° 1829/2003](#), sans qu'un avis ait été émis. Deux motifs majeurs du vote négatif ou de l'abstention des États membres étaient l'absence de données à long terme sur l'alimentation et la toxicité et une évaluation du risque insuffisante.

Le projet de décision d'exécution de la Commission a été mis aux voix au sein du comité d'appel le 15 septembre 2016, sans qu'un avis ait été émis non plus.

Le Parlement a déjà déploré à cet égard que depuis que la procédure d'autorisation des OGM est entrée en vigueur, la Commission avait dû adopter les décisions d'autorisation, conformément à la législation applicable, sans le soutien des avis des comités des États membres. Par conséquent, le renvoi du dossier à la Commission pour décision finale, qui aurait dû constituer une exception dans le cadre de la procédure dans son ensemble, est devenu la règle dans le processus décisionnel relatif aux autorisations de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Les députés ont également rappelé que, le 28 octobre 2015, le Parlement avait rejeté la [proposition législative](#) visant à modifier le règlement (CE) n° 1829/2003 en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire sur leur territoire l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, et qu'il avait invité la Commission à retirer sa proposition et à en présenter une nouvelle.

Sur la base de ces considérations, le Parlement a estimé la décision d'exécution de la Commission excédait les compétences d'exécution prévues dans le règlement (CE) n° 1829/2003 et qu'elle n'était pas compatible avec le droit de l'Union qui impose d'établir les bases afin d'assurer un haut niveau de protection de la vie et de la santé des personnes, de la santé et du bien-être des animaux, de l'environnement et des intérêts des consommateurs, tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur.

En conséquence, le Parlement a demandé à la Commission de retirer son projet de décision d'exécution.

La Commission a été invitée à présenter, sur la base du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, une nouvelle proposition législative modifiant le règlement (CE) n° 1829/2003 et prenant en compte des préoccupations nationales souvent exprimées, qui ne portent pas seulement sur les questions de sécurité des OGM par rapport à la santé et à l'environnement.